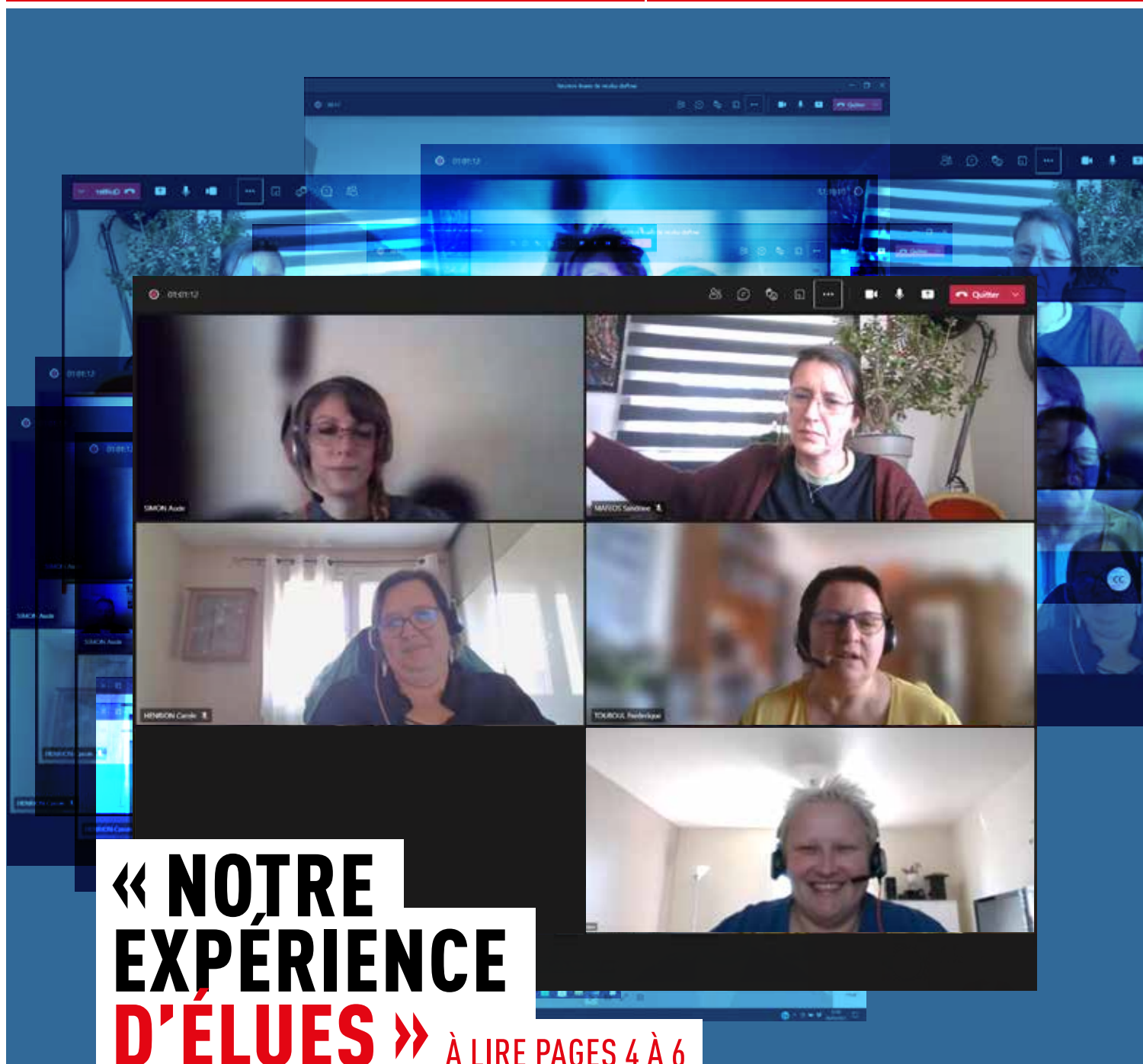


# ENSEMBLE

LE JOURNAL DES ÉLUS DU COMITÉ  
SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

N°15 - AVRIL 2021

**G S E**   
RATP INFRASTRUCTURES



**« NOTRE  
EXPIÉRIENCE  
D'ÉLUÉS »** À LIRE PAGES 4 À 6

**ET AUSSI :**

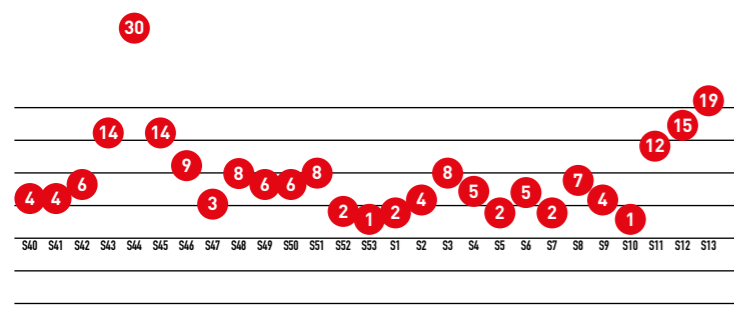
**PAGE 2** LES CHIFFRES COVID ET LA VACCINATION **PAGE 3** RÉPUBLIQUE,  
C'EST NÉGATIF ! **PAGE 3** VAL-DE-FONTENAY : BEAUCOUP DE QUESTIONS  
AVANT DE DÉMÉNAGER **PAGE 7** LE CSE EN SÉANCE

## LES CHIFFRES DU COVID

### NOMBRE DE CAS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ÉPIDÉMIE

Direction	Unité	Nombre de Cas avérés
DGOA	CT	25
	ESO	18
	TDE	34
	VOIE	61
Total DGOA		138
DPI	CPI	14
	ISE	11
	OIT	36
	STF	27
Total DPI		88
FC	FC	10
Total général		236

### NOMBRE DE NOUVEAUX CAS PAR SEMAINE À LA FIN SEPTEMBRE



## RAPPEL DE LA RÈGLE !

Désinfection des locaux dès qu'un cas positif est constaté et désinfection des véhicules dès lors qu'un foyer (3 cas positifs sur 1 semaine) est constaté.

## ÉDITO BIS REPETITA

De confinement en confinement. Nous pensions l'an dernier – le gouvernement l'assurait – que toutes les conséquences seraient tirées des échecs. Il n'en a rien été. Au contraire, nous avons pu constater que l'objectif est de ne rien changer des logiques en œuvre, qui nous mènent dans le mur, telles qu'à la RATP la course incessante à la productivité, aux filialisations, pire aux externalisations. Nous le voyons encore une fois, le plus important n'est pas de promettre de changer, mais la volonté de mettre en œuvre les changements. L'entretien pages suivantes avec cinq représentantes du personnel de notre département est à ce titre éloquent. Ce n'est pas la célébration du 8 mars quand elle est vite oubliée dès le 9 qui modifie la donne. En matière d'égalité femmes / hommes dans l'entreprise, la direction ne peut sans doute pas tout, mais elle peut beaucoup plus et mieux. Faute de volonté, rien ne change.

À ce propos, nous souhaitons bien sûr la bienvenue à Monsieur Jean-Louis Houpert (ex VAL) qui remplace Monsieur Olivier Duthuit (départ à la retraite) à la tête de notre département, de même qu'à Madame Muriel Sicsic nommée récemment RRH. Il ne fait cependant guère de doute qu'ils s'inscriront tous les deux dans la continuité des orientations en œuvre.



Éric Turban,  
secrétaire du  
Comité Social et économique  
RATP Infrastructures

« D'autres problèmes récurrents sur ce bâtiment ne sont toujours pas réglés, comme les bulles de confidentialité qui n'ont que le nom, la fermeture des tisaneries pour limiter la propagation du bruit et des odeurs, le nombre d'armoires à disposition dont certaines ne sont pas adaptées à l'activité, la problématique de l'utilisation des stores, le problème d'étanchéité des fenêtres et des ouvrants de désenfumage... »

Extrait du courrier envoyé à la direction du département à propos des déménagement à Val-Bienvenue (lire ci-contre)

## ET ICI, COMMENT ÇA VA ?

### C'EST NÉGATIF POUR RÉPUBLIQUE

Les élus se sont prononcés lors de la séance de mars sur la réorganisation de République (VOIE-MET) que nous évoquions dans notre numéro précédent. L'avis est négatif (lire page 7). Il s'appuie sur une expertise commanditée par le CSE qui relève que « la réorganisation ne fait pas sens pour les agents ». Pire, que 82 % estiment avec le projet « leur stabilité familiale menacée ». Au cœur de celui-ci : le passage d'un week-end travaillé sur quatre à un sur deux. L'expertise pointe des « zones d'ombres » et des questions dont les réponses ne peuvent pas être renvoyées à des comportements « de bon sens », au contraire de ce que le prétend la direction. L'expertise, qui ne voit pas d'autre justification au projet qu'un gain de productivité, a des mots très forts : « Nous alertons le CSE sur les impacts éventuels sur la sécurité ferroviaire ainsi que la sécurisation des Agents en exercice. » Et les experts redoutent : « Une dégradation des conditions de travail avec des atteintes futures probables à la santé des agents. »



## IMMOBILIER UN DÉMÉNAGEMENT, ÇA SE PRÉPARE



L'abandon du projet Esterel a aussitôt conduit le CSE à créer cette nouvelle commission tant sont nombreuses les questions posées par l'emménagement de l'ensemble des agents de Val-de-Fontenay à Val-Bienvenue. J'ai l'honneur de la présider, ce qui me vaut de la part de mes collègues le sobriquet de Madame Plaza !

Blague à part, nous avons très vite entrepris de regrouper les questions que se posent les agents dans un courrier adressé à la direction du département. Certaines ont d'ores et déjà été posées (lire ci-contre). D'autres sont suscitées par les arrivées prochaines et le goût de la direction pour le flex-office, incompatible avec le matériel ergonomique préconisé par la médecine du travail, qu'il convient donc de recenser. De même, des bureaux sont-ils prévus pour les dessinateurs ? Il n'est pas acceptable de devoir déployer les plans à même le sol ! Certaines activités nécessitent en outre plusieurs écrans, or les bureaux de Val-Bienvenue ne sont pas adaptés.

Le stockage réduit – donc potentiellement des milliers de documents à scanner – est un problème majeur, et le manque d'espaces de rangement en général, de casiers EPI, de douches... très pénalisant pour les équipes avec une activité terrain. Le courrier adressé à la direction s'interroge également sur les accès et les stationnements.

Dans l'attente de réponses, nous avons manifesté à la direction notre disponibilité pour échanger sur l'évolution du projet. N'attendons pas le dernier moment !

Carole HENRION,  
présidente de la commission Immobilière



## GRAND ENTRETIEN

# LA PARITÉ, CE N'EST PAS TOUT D'EN PARLER

Élues, représentante syndicale, présidente de la commission Égalité professionnelle, elles racontent leurs expériences de femmes engagées.

**Frédérique TOUBOUL (DFI/PE/APPRO) :** Je suis la seule élue de mon organisation syndicale. La liste était nouvelle, moi-même j'étais totalement novice. Dans ce contexte, être une femme n'est bien sûr pas évident, mais c'est pareil pour bon nombre de métiers !

**Sandrine MATEOS (PRPS/CSC) :** Je me suis aussi trouvée propulsée sur la liste par les nouvelles dispositions exigeant la présence de femmes. Le point de départ est donc moins une question de volonté que de quota. Le département compte beaucoup d'unités opérationnelles, c'est historiquement un monde d'hommes. Pour les femmes, il faut en permanence faire ses

Aude SIMON



preuves. En tant qu'élue, c'est particulier : les femmes sont peu nombreuses en réunion, les blagues fusent parfois un peu vite, mais les intéressés se reprennent, s'excusent... Non seulement c'est marrant, mais je le perçois comme une marque de respect et un souci d'équité.

**Céline CASSOU (FC/HA/TCFE) :** Le respect est même plus évident à l'égard des femmes, alors qu'entre hommes, les échanges sont parfois vifs, voire brutaux !

**Aude SIMON (DTI/RTMD) :** Moi aussi, on est venu me chercher parce qu'il fallait une femme sur la liste. Le rôle m'avait déjà été proposé plusieurs années auparavant, j'ai donc accepté car je souhaitais que l'encadrement soit représenté. Je vais parfois dans les centres de maintenance, mais la majeure partie du temps je suis dans les bureaux, où je constate que les collègues redoutent davantage de se montrer avec leurs représentants. Peut-être du fait du ressenti (les femmes sont

Sandrine MATEOS



plus à l'écoute, etc.), certains viennent plus facilement me parler, me disent « je te fais confiance, ne le répète pas, ne donne pas mon nom... »

**Céline CASSOU :** Peut-être rirons-nous dans dix ans des quotas, mais il faut en passer par là. Des élues ont ainsi l'opportunité de mettre le pied à l'étrier. Notre équipe syndicale se féminise et nous n'aurons pas cette année à disputer la « course aux femmes ». Je me permets cette expression, car la dernière fois c'était vraiment ça ! Notre département est très masculin, les syndicats aussi. Mais voir davantage de femmes engagées est désormais une source de motivation pour d'autres collègues. Être la RS, la représentante de mon syndicat, est à ce titre une belle avancée, et c'est pour moi une fierté.

**Carole HENRION (DFI/PROJETS) :** C'est bien qu'on sollicite des femmes autrement que pour cette seule qualité. Dans mon cas, ça s'est présenté différemment, dans le contexte professionnel du tertiaire et parce que j'étais aussi montée au front quelque fois pour faire respecter les règles. Dans les réunions préparatoires ou lors de la séance, je ne perçois pas vraiment de différence entre hommes et femmes, non plus qu'entre l'opérationnel et le tertiaire. Cependant, même en minorité, il me semble en effet qu'on les tempère dans leur expression, leur attitude. Toute le monde y trouve avantage. Mais serait-ce parce que nous sommes minoritaires ? Si nous étions plus nombreuses, serions-nous

Frédérique Touboul



perçues par certains comme une menace ? Je l'ignore, mais la question mérite d'être posée !

**Frédérique TOUBOUL :** La parité, ça ne peut pas se limiter à remplir un quota. Je préside la commission Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. C'est une commission obligatoire, mais pour quels résultats ? Hormis l'analyse du rapport de situation comparée, nous n'avons aucune lisibilité et surtout aucun poids. Au début du mandat, des actions en la matière ont été entreprises par l'ancienne directrice. Elle a convié à en discuter les secrétaires du CSE et de la CSSCT, et moi, présidente de la commission, elle m'a tout bonnement oubliée ! Lors de la prochaine commission, nous

dirons la même chose qu'à la précédente : rien ne change !

**Aude SIMON :** Mais que voudrais-tu changer ? Dans les bilans, les indicateurs suivis par GIS montrent que nous sommes super bons ! Entre les hommes et les femmes, la différence salariale va de 10 à 14 % (dernière commission égalité « GDI »), mais les indicateurs disent le contraire donc tout va pour le mieux ! C'est le cas sur tous les sujets sensibles, on fait de l'affichage mais ne s'attaque pas au fond.

**Sandrine MATEOS :** Quand on pousse pour les femmes, on nous rétorque aussi « attention à l'égalité ! » ; on prétend que les hommes seraient lésés, donc ça ne bouge pas beaucoup.

Carole HENRION





**Carole HENRION** : J'ai fait partie de la commission de classement. Quand j'ai vu la proportion de femmes en maîtrise et techsup (14%), j'étais effarée. Or si ça ne change pas, c'est bien une question de volonté de la direction. Parler de parité, c'est plus facile que, par exemple, de prioriser l'embauche de femmes.

**Frédérique TOUBOUL** : J'ai vu une affiche sur UrbanWeb pour le recrutement d'électromécaniciens. Et pourquoi pas des électromécaniciennes ? J'en suis une à l'origine, donc ça existe !

**Carole HENRION** : Il y a des secteurs où la mixité est plus compliquée. Poseur de voie, il y a une question de physique. Mais beaucoup de métiers de la maintenance sont accessibles aux femmes.

**Céline CASSOU** : Les choses évoluent, mais pas assez vite. En 2006, j'ai été la première femme dans l'encadrement caténaire. Dans mon attachement, il n'y avait même pas de toilettes femmes !

**Sandrine MATEOS** : Douze ans de nuit, j'étais au début la seule femme, j'ai attendu trois ans pour des toilettes, un vestiaire, une douche, et surtout la maternité a ralenti mon déroulement de carrière par rapport à mes collègues

hommes (jusqu'à deux ans de différence). Nous sommes mieux acceptées, mais il reste beaucoup à faire. Les métiers techniques demeurent peu féminisés, bien que tout le monde reconnaisse que les femmes n'ont pas que l'emploi de secrétaire comme devenir professionnel. Les débats de société, sur le sexisme, le harcèlement, nous aident à avancer, permettent des prises de conscience, chez les hommes comme chez les femmes.

**Aude SIMON** : Je n'ai jamais senti de différence en tant qu'élue, par contre cela a souvent été le cas sur le plan professionnel. Mon premier chef, à M2E, un « vieux de la vieille », adorable, m'avait dit : avec la parité, je voulais voir ce que donnerait une fille dans l'équipe des tech sup, en plus tu as le même prénom que ma fille... Ensuite, c'était les blagues des collègues : une femme informaticienne, tu vas tout nous péter ! En réponse aux blagues j'avais même amené une peluche en guise de grigri. Ils s'inquiétaient : tu es sûre que tu veux aller en centre de maintenance, seule ? Tu veux de l'aide ? Tu sais monter un PC ? Ben oui les gars, c'est mon boulot. C'est vrai qu'en nuit j'ai fait face à des situations amusantes !

**Céline CASSOU** : La parité au sommet de l'entreprise, dont on se vante sur les réseaux

sociaux, c'est bien, mais il faudrait donner l'exemple plus bas, là où c'est moins visible, plus difficile, notamment dans la maintenance. Pourquoi aucune femme nommée sur les postes de directeurs d'unité qui se sont récemment libérés ?

**Frédérique TOUBOUL** : Dans les métiers dits masculins, une femme doit prouver vingt fois plus qu'un homme. J'ai commencé en 3x8 en 1985 à Barbès, précisément parce que c'était un nouveau centre, équipé d'un vestiaire et de sanitaires pour les femmes. Je suis plutôt fière de ma carrière. De mon mandat d'élue également, malgré le peu de changements dans l'entreprise. Ce que je ne regretterais pas, en revanche, c'est la rudesse des confrontations syndicales. Même si c'est le jeu – paraît-il – je n'apprécie pas de m'en prendre plein la tronche !

**Céline CASSOU** : Nous avons, je pense, une sensibilité féminine particulière à ce propos. Non qu'il n'y ait pas d'hommes « sensibles » ou que toutes les femmes le soient, mais nous sommes moins dans cette histoire de bagarres, de guéguerres.

**Frédérique TOUBOUL** : Surtout, je suis très fière de nous toutes, élues, parce qu'on ouvre un chemin, on fait avancer le schmilblick.

**Céline CASSOU** : Il y a une dizaine d'années, je me souviens d'une RH qui s'est fait siffler sur des chantiers de nuit. Les gars ne voyaient pas souvent de femmes, ça les rendait un peu sauvages ! Pour toutes et tous, le mieux c'est la mixité, la diversité des profils.

# EN SÉANCE(S)

**La séance du CSE est le moment autour duquel l'activité du Comité Social et économique s'organise. Le travail réalisé en amont dans les commissions permet d'éclairer les avis (consultatifs) que les élus donnent sur les dossiers que la direction est légalement obligée de leur présenter.**

## RÉORGANISATION DES ACTIVITÉS DE LA MAINTENANCE VOIE DU MÉTRO AU SEIN DE MET JOUR

« Pourquoi avoir choisi de dégrader les conditions de travail et dans le même temps de diminuer les effectifs ? (...) Pour les élus du CSE, il est inconcevable d'impacter l'articulation vie privée (vie familiale)/ vie professionnelle au nom du service public avec autant de mépris. (...) malgré les remarques des OS, des élus, de l'expert, la direction maintient ce roulement anxiogène.

La direction prévoit d'analyser les risques psychosociaux 6 mois après la mise en place. Ce serait le bon moment, une fois le résultat connu, de représenter ce dossier aux élus du CSE et par ricochet à la CSSCT sans attendre un REX à un an.

Sans surprise, les élus émettent un avis fortement défavorable . »

**POUR** : 20 (16 CGT, 3 UNSA, 1 SAT)

**ABSTENTION** : 1 (CFE-CGC)

## UNMOT AVRIL

n.m. [avril]

Qu'il s'agisse du masque ou des autres mesures, l'adage mensuel résonne particulièrement à propos avec l'actualité. Avril ? Ne te découvre pas d'un fil. En revanche, en mai, il est hélas probable que nous ferons cette fois mentir le proverbe.

## POINTS DE VUE

Trois organisations syndicales sont « représentatives du personnel » à RATP Infrastructures (elles ont obtenu plus de 10 % des suffrages). Le représentant syndical au CSE est le mandataire de son organisation syndicale et a pour mission de faire connaître aux membres du CSE le point de vue et la position de celle-ci. Il dispose d'une voix consultative et ne peut donner que son avis sans prendre part au vote du CSE.

« Comment faire passer de vieilles lunes pour des nouveautés ? La stratégie de la direction pour le tertiaire est repeinte en termes « d'espaces dynamiques », « d'agilité », mais on nous ressort de l'open-space et du flex-office pour faire tomber les cloisons et densifier l'espace. Les conséquences pour la qualité de vie au travail et pour les conditions sanitaires sont pourtant bien connues. Face à ces deux impératifs, il faudrait diminuer la densité. Mais on prend le chemin inverse, tel que l'illustre le prochain regroupement de toutes les équipes de Val-de-Fontenay à Val-Bienvenue. Et pour résoudre les équations impossibles, la direction dévoile le télétravail. Elle en fait une soupape à l'occupation des espaces alors qu'il devrait être à l'initiative des agents. »

**Céline CASSOU**  
(CGT)



« La transformation à marche forcée de l'entreprise, la multiplication des chantiers menés de front, la pression liée à la volonté de l'État et d'IdFM de mettre en concurrence notre réseau historique, conduisent à une surcharge de travail et une perte de sens pour de nombreux salariés. Nous constatons un accroissement anormal de fatigue et de mal-être de nombreux managers, susceptibles de « craquer » à tout moment (burn-out), ainsi qu'une multiplication des mobilités, voire des démissions. Cette situation devenant inacceptable, il est urgent d'en tenir compte et de réagir. Nous rappelons que la transformation pérenne de la RATP ne pourra se faire qu'en préservant l'engagement de ses salariés, les talents et l'humain, première richesse de l'entreprise. Le « quoi qu'il en coûte » ne doit pas devenir la règle ! »

**Imed BARKALLAH**  
(CFE-CGC)



Texte non parvenu  
(UNSA)



## LE CSE, C'EST QUOI ?

Le Comité Social et Économique, issu de la réforme du Code du travail (ordonnances Macron), a succédé aux CDEP, CHSCT et DP. Dans des conditions moins favorables aux représentants du personnel, il reprend les prérogatives des trois précédentes instances. C'est un lieu d'information et de débat sur les politiques de notre département et de l'entreprise. Les avis émis par le CSE restent cependant consultatifs.

Les élus sont des collègues que vous pouvez par conséquent consulter sur les questions d'organisation, de conditions de travail et de sécurité. Ils sont 40 (titulaires et suppléants), mais seuls 22 siègent en séance. C'est le moment central autour duquel l'activité du CSE s'organise. Le bureau administre le CSE et anime le travail collectif.



## LES COMMISSIONS

Les interventions des élus sont nourries par le travail de trois commissions obligatoires : les commissions Économique, Formation professionnelle, Égalité professionnelle (entre les femmes et les hommes) ; et une quatrième, facultative mais indispensable à RATP Infrastructures : la commission Nouvelles technologies.

Ces quatre commissions sont pluralistes. De même que, adjointes en 2020, les commissions Grand Paris et Immobilière.



## LA NOUVELLE

Partie intégrante du CSE, la commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) a pour lourde charge de remplacer à GDI les deux CHSCT disparus. Ils étaient forts de 12 élus pour veiller au respect des règles de sécurité établies par l'employeur. La nouvelle la CSSCT est composée de 5 élus seulement et souffre de moyens réduits. Particulièrement depuis la création de RATP Infrastructures et l'augmentation du nombre d'agents.

La commission est présidée par la direction ; Christian Parot en est le secrétaire.

# VOS REPRÉSENTANTS

### LE BUREAU

Eric TURBAN  
secrétaire du CSE  
→ CGT, élu titulaire  
David LECLER  
trésorier  
→ CGT, élu titulaire  
François DELGADO  
→ UNSA, élu suppléant  
Jean-René MORVAN  
→ CGT, élu titulaire  
Christian PAROT  
→ CGT, élu titulaire

### ÉLUS TITULAIRES

Tarris Lawson  
ANDET-ASSANA  
→ CGT  
Jamel AMOUNI  
→ SAT  
André BAZIN  
→ CGT  
Benjamin BROUCHET  
→ CGT  
Wady DEBBABI  
→ SAT  
Laurent DUMYCZ  
→ UNSA  
Sébastien GAJEK  
→ CGT  
Christophe HARDY  
→ CGT  
Pascal LAMBERT  
→ CGT  
Bruno LESPÉ  
→ CGT  
Benoît LUCAS  
→ CGT  
Luc NAYROLES  
→ CGT  
Sandrine MATEOS  
→ CGT  
Nicolas PRIEUR  
→ CGT  
Sylvain ROUSSEL  
→ UNSA  
Frédérique TOUBOUL  
→ UNSA

### ÉLUS SUPPLÉANTS

Jérôme ANDRIEUX  
→ CGT  
Sébastien BOLDIN  
→ CGT  
Stéphane BONNENFANT  
→ CGT  
Julien-Pierre FENART  
→ CGT  
Carole HENRION  
→ CGT  
Fabrice KELLER  
→ CGT  
Sébastien LESGENT  
→ CGT  
Valentin LERENDU  
→ CGT  
Sébastien LIOT  
→ CGT  
Paulo LOPES  
→ CGT  
Jean-Claude MARQUES  
→ UNSA  
Marc MURATI  
→ CGT  
Teddy PELLETIER  
→ SAT  
Rudy ROMERO  
→ CGT  
Demba SEMEGA  
→ CGT  
Aude SIMON  
→ CFE-CGC  
Stéphane TONDUT  
→ CGT

### REPRÉSENTANTS SYNDICAUX

CGT : Céline CASSOU  
UNSA : Halim BENGUEDDOUDJ  
CFE-CGC : Imed BARKALLAH

### ENSEMBLE LE JOURNAL DES ÉLUS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE RATP INFRASTRUCTURES N°15 - AVRIL 2021

Directeur de la publication : Eric Turban ;  
Comité de rédaction : Valentin Lerendu, Céline Cassou, Christian Parot ;  
Conception éditoriale : Nicolas Duffour ;  
Direction artistique et mise en page : Denis Pichelin ;  
Dessins : Tanguy Le Bihan et Placide ;  
Photos : Tiphaine Lanvin (PhotoSociale) et les agents eux-mêmes.  
Impression : GRAPHO12

